

STATUTS

DE L'ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

ÉCOUTE & ESPOIR

السكينة والأمل

« Pour une santé mentale sans tabou »

« من أجل صحة نفسية دون وصمة »

PRÉAMBULE

Convaincus que la santé mentale constitue un droit fondamental et une composante essentielle de la santé, les membres fondateurs créent l'Organisation Non Gouvernementale Écoute & Espoir afin de promouvoir le bien-être psychologique, prévenir les troubles de la santé mentale, lutter contre la stigmatisation et favoriser l'accès à des services d'accompagnement de qualité.

L'ONG agit dans le respect de la dignité humaine, des droits fondamentaux, de la confidentialité, de l'inclusion et de la solidarité.

Elle œuvre en partenariat avec les pouvoirs publics, les professionnels de santé, les établissements d'enseignement, les organisations de la société civile, les entreprises et les partenaires nationaux et internationaux.

TITRE I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 — Constitution

Il est créé entre les personnes qui adhèrent aux présents statuts une Organisation Non Gouvernementale (منظمة غير حكومية) dénommée :

ÉCOUTE & ESPOIR

السكينة والأمل

ci-après désignée « l'ONG ».

L'ONG est une organisation à but non lucratif, apolitique, non confessionnelle, indépendante et régie par les lois et règlements en vigueur en République Islamique de Mauritanie ainsi que par les présents statuts.

Article 2 — Dénomination

La dénomination officielle est, en français :

ÉCOUTE & ESPOIR

et, en arabe :

السكينة والأمل

Les deux dénominations, française et arabe, font également foi et désignent la même Organisation Non Gouvernementale.

Slogan officiel :

« Pour une santé mentale sans tabou »

« من أجل صحة نفسية دون وصمة »

Le logo, les couleurs officielles, la devise et l'identité visuelle sont protégés par l'ONG.

Article 3 — Siège social

Le siège social est établi à Nouakchott, République Islamique de Mauritanie.

Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décision du Conseil d'administration, sous réserve des formalités légales applicables.

L'ONG peut créer des représentations, délégations, bureaux régionaux ou internationaux sur décision du Conseil d'administration, conformément aux lois en vigueur.

Article 4 — Durée

L'ONG est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II — VISION, MISSION ET OBJECTIFS

Article 5 — Vision

Construire une société où chaque personne peut parler librement de sa santé mentale, accéder à un accompagnement adapté et vivre sans stigmatisation.

Article 6 — Mission

L'ONG a pour mission de promouvoir la santé mentale, prévenir les troubles psychiques, renforcer le bien-être psychosocial, accompagner les personnes en situation de vulnérabilité et développer une culture de l'écoute, de la prévention et de la solidarité.

Article 7 — Objectifs

L'ONG poursuit notamment les objectifs suivants :

- promouvoir la santé mentale auprès de toutes les populations ; lutter contre les préjugés, les discriminations et la stigmatisation ;
- prévenir le harcèlement scolaire, universitaire, professionnel et toute autre forme de violence psychologique ;
- soutenir les personnes confrontées à une souffrance psychique et leurs proches ;

Une attention particulière est portée notamment :

- aux femmes, notamment celles confrontées à des situations de vulnérabilité, d'isolement, de violences ou de détresse psychosociale ;
- aux enfants ;
- aux adolescents ;
- aux jeunes, notamment face aux difficultés liées à la scolarité, au harcèlement, à l'isolement, aux difficultés personnelles ou familiales, à l'insertion sociale et professionnelle, ainsi qu'aux problématiques d'addiction et de conduites à risque.

Au-delà de ces publics prioritaires, Écoute & Espoir porte également une attention particulière à toute personne adulte en situation de détresse psychosociale, de vulnérabilité, d'isolement ou confrontée à des difficultés susceptibles d'affecter son équilibre et son bien-être psychologique.

- développer des programmes de sensibilisation, de formation et de prévention ;
- favoriser la recherche, la collecte de données et la diffusion de bonnes pratiques en santé mentale ;
- renforcer les capacités des professionnels, des établissements scolaires, des entreprises et des organisations partenaires.

TITRE III — PRINCIPES ET VALEURS

Article 8 — Principes

L'ONG exerce ses activités dans le respect des principes suivants : dignité humaine, impartialité, neutralité, indépendance, transparence, responsabilité, confidentialité, inclusion, égalité de traitement, respect des droits humains.

Article 9 — Valeurs

Les valeurs fondamentales de l'ONG sont : l'écoute, l'espoir, la solidarité, le professionnalisme, l'intégrité, l'innovation, la coopération, la bienveillance, la discrétion.

TITRE IV — CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Article 10 — Obligation de confidentialité

Tout membre, administrateur, salarié, bénévole ou intervenant de l'ONG est tenu à une obligation stricte de confidentialité à l'égard de toute information relative à l'identité, à l'état de santé, notamment psychique, à la situation familiale ou sociale, ou à toute autre donnée sensible dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités de l'ONG.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée et demeure applicable après la cessation, pour quelque cause que ce soit, de la qualité de membre, du mandat ou des fonctions exercées au sein de l'ONG.

Il ne peut être dérogé à cette obligation que dans les cas suivants :

- consentement libre et éclairé de la personne concernée ;
- obligation légale de signalement, notamment en cas de danger grave et imminent pour la vie ou l'intégrité de la personne concernée ou d'un tiers ;
- réquisition d'une autorité judiciaire ou administrative compétente, dans les conditions prévues par la loi.

Tout manquement à l'obligation de confidentialité expose son auteur aux sanctions prévues par le règlement intérieur, sans préjudice des poursuites de droit commun.

Article 11 — Protection des données personnelles

L'ONG ne collecte et ne traite que les données personnelles strictement nécessaires à la réalisation de son objet social et à la bonne administration de ses activités. Ces données sont conservées de manière sécurisée et leur accès est strictement limité aux personnes habilitées en raison de leurs fonctions.

Aucune donnée personnelle ou sensible collectée par l'ONG ne peut être cédée, publiée ou communiquée à un tiers sans le consentement de la personne concernée, sauf obligation légale contraire.

Toute personne dont l'ONG détient des données personnelles peut demander à y accéder, à les faire rectifier, ou à en demander la suppression, dans les conditions fixées par le règlement intérieur et conformément à la législation nationale applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

Les modalités pratiques de mise en œuvre de la confidentialité et de la protection des données sont précisées par le règlement intérieur.

TITRE V — BÉNÉVOLES ET MEMBRES BIENFAITEURS

Article 12 — Composition

L'ONG se compose des catégories suivantes :

- Membres fondateurs : personnes ayant participé à la création de l'ONG et à l'élaboration des présents statuts ;
- Bénévoles : personnes physiques s'engageant aux côtés de l'ONG pour la réalisation de ses activités, sans contrepartie financière ;
- Membres bienfaiteurs : personnes physiques ou morales apportant un soutien matériel, financier ou technique à l'ONG.

Article 13 — Conditions d'engagement

Toute personne physique souhaitant s'engager comme bénévole, ou toute personne physique ou morale souhaitant apporter son soutien en tant que membre bienfaiteur, adresse une demande écrite au Conseil d'administration, qui statue souverainement sur son acceptation.

Article 14 — Droits

Les membres fondateurs disposent d'une voix délibérative au sein de l'Assemblée générale, dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Les bénévoles et les membres bienfaiteurs peuvent être conviés aux Assemblées générales à titre consultatif, sur décision du Conseil d'administration, sans disposer de voix délibérative.

Article 15 — Obligations

Tout membre fondateur, bénévole ou membre bienfaiteur s'engage à respecter les présents statuts, le règlement intérieur, les décisions des organes compétents, ainsi que les principes de confidentialité, de dignité et de bienveillance qui fondent l'action de l'ONG.

Article 16 — Perte de la qualité

La qualité de membre fondateur, de bénévole ou de membre bienfaiteur se perd par :

- démission notifiée par écrit au Conseil d'administration ;
- décès, pour les personnes physiques, ou dissolution, pour les personnes morales ;
- radiation prononcée par le Conseil d'administration pour manquement grave aux statuts ou au règlement intérieur, ou pour tout acte portant atteinte à l'image ou aux intérêts de l'ONG, la personne concernée ayant été préalablement invitée à présenter ses explications.

TITRE VI — ORGANES DE L'ONG

L'ONG est administrée par les organes suivants :

- l'Assemblée générale ;
- le Conseil d'administration ;
- le Bureau exécutif ;
- le Commissariat aux comptes, le cas échéant.

Article 17 — L'Assemblée générale

L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'ONG. Elle est composée des membres du Conseil d'administration et des membres fondateurs, seuls habilités à y disposer d'une voix délibérative. Les bénévoles et les membres bienfaiteurs peuvent y être conviés à titre consultatif, sur décision du Conseil d'administration.

Elle se réunit en session ordinaire au moins une fois par an, sur convocation du Conseil d'administration, et en session extraordinaire chaque fois que nécessaire, à l'initiative du Conseil d'administration ou à la demande d'un tiers au moins de ses membres.

L'Assemblée générale ordinaire est notamment compétente pour :

- approuver les rapports moral et financier de l'exercice écoulé ;
- adopter le programme d'activités et le budget prévisionnel ;
- élire et, le cas échéant, révoquer les membres du Conseil d'administration ;
- désigner le Commissaire aux comptes lorsque celui-ci est requis ;
- délibérer sur toute question portée à l'ordre du jour.

L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts et prononcer la dissolution de l'ONG, dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 des présents statuts.

Les modalités de convocation, de quorum et de vote de l'Assemblée générale sont précisées par le règlement intérieur.

Article 18 — Le Conseil d'administration

L'ONG est dirigée par un Conseil d'administration élu par l'Assemblée générale pour une durée déterminée, renouvelable, fixée par le règlement intérieur.

Le Conseil d'administration est chargé de la mise en œuvre des orientations définies par l'Assemblée générale, de l'administration générale de l'ONG, de la gestion de son patrimoine et de la validation de ses programmes d'activités. Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'ONG l'exige, et au moins une fois par trimestre.

Le Conseil d'administration élit en son sein le Bureau exécutif.

Article 19 — Le Bureau exécutif

Le Bureau exécutif assure la gestion quotidienne de l'ONG. Il est composé notamment d'une Présidente, d'une Vice-Présidente, d'une Secrétaire générale, d'une Trésorière et, en tant que de besoin, de tout autre membre dont la fonction est jugée utile par le Conseil d'administration.

La Présidente représente l'ONG dans tous les actes de la vie civile et en justice. Elle préside les réunions de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration et du Bureau exécutif, et veille à l'exécution de leurs décisions.

Les attributions détaillées de chaque membre du Bureau exécutif sont précisées par le règlement intérieur.

Article 20 — Commissariat aux comptes

L'Assemblée générale peut désigner un Commissaire aux comptes chargé de contrôler la gestion financière de l'ONG et de présenter un rapport annuel, notamment lorsque le volume des ressources de l'ONG ou la réglementation applicable le requiert.

Article 21 — Règlement intérieur

Un règlement intérieur, adopté et modifié par le Conseil d'administration puis soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, précise les modalités pratiques d'application des présents statuts, notamment les conditions d'engagement des bénévoles et membres bienfaiteurs, le fonctionnement des organes, les modalités de vote et les procédures internes.

TITRE VII — RESSOURCES DE L'ONG

Article 22 — Ressources financières

Les ressources de l'ONG proviennent notamment :

- des contributions des membres bienfaiteurs ;
- des dons, legs et subventions publics ou privés, nationaux ou internationaux ;
- des recettes issues de ses activités, formations, prestations ou événements, conformément à son objet non lucratif ;
- de toute autre ressource autorisée par les lois et règlements en vigueur en République Islamique de Mauritanie.

Article 23 — Gestion financière

Les ressources de l'ONG sont exclusivement affectées à la réalisation de son objet social. Aucune distribution de bénéfice ne peut être effectuée au profit des membres. La gestion financière est assurée par la Trésorière, sous le contrôle du Conseil d'administration, dans le respect des principes de transparence et de bonne gouvernance.

TITRE VIII — MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 24 — Modification des statuts

Les présents statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire, convoquée à cet effet, sur proposition du Conseil d'administration ou d'un tiers au moins de ses membres. La modification est adoptée à la majorité qualifiée fixée par le règlement intérieur.

Article 25 — Dissolution

La dissolution de l'ONG ne peut être prononcée que par l'Assemblée générale extraordinaire, spécialement convoquée à cet effet, statuant à la majorité qualifiée fixée par le règlement intérieur.

En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation. L'actif net subsistant est dévolu à une ou plusieurs organisations poursuivant des objectifs similaires, conformément aux lois et règlements en vigueur en République Islamique de Mauritanie, à l'exclusion de toute répartition entre les membres.

TITRE IX — DISPOSITIONS FINALES

Article 26 — Formalités

Les fondateurs donnent tout pouvoir au Bureau exécutif pour accomplir les formalités de déclaration, d'enregistrement et de publicité requises par la législation applicable aux organisations non gouvernementales en République Islamique de Mauritanie.

Article 27 — Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur à compter de leur adoption par les membres fondateurs et de l'accomplissement des formalités légales de reconnaissance de l'ONG.

Note : la dénomination et le slogan en langue arabe figurant aux articles 1 et 2 sont proposés à titre de traduction ; il est recommandé de les faire valider par un traducteur assermenté avant le dépôt officiel du dossier, conformément aux exigences du Ministère de l'Intérieur.

Fait à Nouakchott, le _____

Signatures des membres fondateurs :

النظام الأساسي

لمنظمة غير حكومية

استماع وأمل

« من أجل صحة نفسية دون وصمة »

« Pour une santé mentale sans tabou »

تمهيد

اقتناعًا من الأعضاء المؤسسين بأن الصحة النفسية تشكل حقلًا أساسيًا وعنصرًا جوهريًا من عناصر الصحة، ينشئ الأعضاء المؤسسون المنظمة غير الحكومية «استماع وأمل» من أجل تعزيز الرفاه النفسي، والوقاية من الاضطرابات النفسية، ومكافحة الوصم، وتيسير الوصول إلى خدمات مرافقة ذات جودة. تعمل المنظمة في احترام الكرامة الإنسانية، والحقوق الأساسية، والسرية، والإدماج، والتضامن. تعمل المنظمة بالشراكة مع السلطات العمومية، والمهنيين الصحيين، والمؤسسات التعليمية، ومنظمات المجتمع المدني، والمقاولات، والشركاء الوطنيين والدوليين.

الباب الأول — أحكام عامة

المادة 1 — التأسيس

تُنشأ بين الأشخاص المنضمين إلى هذا النظام الأساسي منظمة غير حكومية تحمل اسم:

استماع وأمل

ويُشار إليها فيما يلي بـ«المنظمة».

المنظمة منظمة لا تهدف إلى الربح، غير سياسية، غير طائفية، مستقلة، وتخضع للقوانين والأنظمة المعمول بها في الجمهورية الإسلامية الموريتانية وكذلك لهذا النظام الأساسي.

المادة 2 — التسمية

التسمية الرسمية باللغة الفرنسية هي:

ÉCOUTE & ESPOIR

وباللغة العربية:

استماع وأمل

وتتساوى التسميتان الفرنسية والعربية في الحجية وتشيران إلى المنظمة غير الحكومية ذاتها.

الشعار الرسمي:

« من أجل صحة نفسية دون وصمة »

يخضع الشعار الرسمي (اللوغو) والألوان الرسمية والشعار اللفظي والهوية البصرية لحماية المنظمة.

المادة 3 — المقر الاجتماعي

يقع المقر الاجتماعي في نواكشوط، الجمهورية الإسلامية الموريتانية.

يمكن نقله إلى أي مكان آخر من التراب الوطني بقرار من مجلس الإدارة، مع مراعاة الإجراءات القانونية المعمول بها.

يمكن للمنظمة إنشاء تمثيلات أو مكاتب فرعية أو مكاتب جهوية أو دولية بقرار من مجلس الإدارة، طبقًا للقوانين المعمول بها.

المادة 4 — المدة

تُؤسَّس المنظمة لمدة غير محدودة.

الباب الثاني — الرؤية والرسالة والأهداف

المادة 5 — الرؤية

بناء مجتمع يمكن فيه لكل شخص أن يتحدث بحرية عن صحته النفسية، ويحصل على مرافقة ملائمة، ويعيش دون وصم.

المادة 6 — الرسالة

تهدف المنظمة إلى تعزيز الصحة النفسية، والوقاية من الاضطرابات النفسية، وتقوية الرفاه النفسي والاجتماعي، ومرافقة الأشخاص في وضعية هشاشة، وتنمية ثقافة الإصغاء والوقاية والتضامن.

المادة 7 — الأهداف

تسعى المنظمة على وجه الخصوص إلى تحقيق الأهداف التالية:

- تعزيز الصحة النفسية لدى جميع الفئات؛ ومكافحة الأحكام المسبقة والتمييز والوصم؛
- الوقاية من التحرش المدرسي والجامعي والمهني وأي شكل آخر من أشكال العنف النفسي؛
- مساندة الأشخاص الذين يعانون من معاناة نفسية وذويهم؛

تُولى عناية خاصة على وجه الخصوص:

- للنساء، ولا سيما اللواتي يواجهن أوضاع هشاشة أو عزلة أو عنف أو ضائقة نفسية اجتماعية؛
- للأطفال؛
- للمراهقين؛
- للشباب، ولا سيما في مواجهة الصعوبات المرتبطة بالدراسة والتحرش والعزلة والصعوبات الشخصية أو الأسرية والإدماج الاجتماعي المهني، وكذلك إشكاليات الإدمان والسلوكيات الخطرة.

وإلى جانب هذه الفئات ذات الأولوية، تولى «استماع وأمل» أيضًا عناية خاصة لكل شخص بالغ يعيش وضعية ضائقة نفسية اجتماعية أو هشاشة أو عزلة أو يواجه صعوبات قد تؤثر على توازنه ورفاهه النفسي.

- تطوير برامج للتوعية والتكوين والوقاية؛
- تشجيع البحث وجمع البيانات ونشر الممارسات الجيدة في مجال الصحة النفسية؛
- تعزيز قدرات المهنيين والمؤسسات المدرسية والمقاولات والمنظمات الشريكة.

الباب الثالث — المبادئ والقيم

المادة 8 — المبادئ

تمارس المنظمة أنشطتها في احترام المبادئ التالية: الكرامة الإنسانية، والحياد، والاستقلالية، والشفافية، والمسؤولية، والسرية، والإدماج، والمساواة في المعاملة، واحترام حقوق الإنسان.

المادة 9 — القيم

القيم الأساسية للمنظمة هي: الإصغاء، والأمل، والتضامن، والمهنية، والنزاهة، والابتكار، والتعاون، والتعاطف، والتحفيز.

الباب الرابع — السرية وحماية البيانات

المادة 10 — واجب السرية

يلتزم كل عضو أو إداري أو أجير أو متطوع أو متدخل في المنظمة بواجب صارم في الحفاظ على سرية كل معلومة تتعلق بالهوية أو الحالة الصحية، ولا سيما النفسية، أو الوضعية الأسرية أو الاجتماعية، أو أي بيانات حساسة أخرى قد يطلع عليها في إطار أنشطة المنظمة.

يسري واجب السرية هذا دون تحديد للمدة، ويظل ساريًا بعد انتهاء صفة العضوية أو العهدة أو المهام الممارسة داخل المنظمة، لأي سبب كان.

لا يجوز الخروج عن هذا الواجب إلا في الحالات التالية:

- موافقة حرة ومستنيرة من الشخص المعني؛
- التزام قانوني بالإبلاغ، ولا سيما في حالة خطر جسيم ودهام على حياة أو سلامة الشخص المعني أو الغير؛
- طلب من سلطة قضائية أو إدارية مختصة، وفق الشروط التي ينص عليها القانون.

يعرض كل إخلال بواجب السرية صاحبه للعقوبات المنصوص عليها في النظام الداخلي، دون الإخلال بالمتابعات القانونية العامة.

المادة 11 — حماية البيانات الشخصية

لا تجمع المنظمة ولا تعالج إلا البيانات الشخصية الضرورية بشكل صارم لتحقيق غرضها الاجتماعي وحسن إدارة أنشطتها. تُحفظ هذه البيانات بطريقة آمنة، ويقتصر الوصول إليها على الأشخاص المخوّلين بحكم مهامهم.

لا يجوز التنازل عن أي بيانات شخصية أو حساسة تجمعها المنظمة أو نشرها أو إبلاغها لطرف ثالث دون موافقة الشخص المعني، إلا في حال وجود التزام قانوني مخالف.

يمكن لكل شخص تحتفظ المنظمة ببياناته الشخصية أن يطلب الاطلاع عليها أو تصحيحها أو حذفها، وفق الشروط التي يحددها النظام الداخلي وطبقًا للتشريع الوطني المعمول به في مجال حماية البيانات ذات الطابع الشخصي.

تُحدّد الطرائق العملية لتنفيذ السرية وحماية البيانات بموجب النظام الداخلي.

الباب الخامس — المتطوعون والأعضاء المحسنون

المادة 12 — التشكيل

تتكون المنظمة من الفئات التالية:

- الأعضاء المؤسسون: الأشخاص الذين شاركوا في تأسيس المنظمة ووضع هذا النظام الأساسي؛
- المتطوعون: الأشخاص الطبيعيون الذين ينخرطون إلى جانب المنظمة لتنفيذ أنشطتها، دون مقابل مالي؛
- الأعضاء المحسنون: الأشخاص الطبيعيون أو المعنويون الذين يقدمون دعمًا ماديًا أو ماليًا أو تقنيًا للمنظمة.

المادة 13 — شروط الانخراط

يتقدم كل شخص طبيعي يرغب في الانخراط كمتطوع، أو كل شخص طبيعي أو معنوي يرغب في تقديم دعمه بصفة عضو محسن، بطلب كتابي إلى مجلس الإدارة، الذي يبتّ سياديًا في قبوله.

المادة 14 — الحقوق

يتمتع الأعضاء المؤسسون بصوت تداولي داخل الجمعية العامة، وفق الشروط التي يحددها النظام الداخلي.

يمكن دعوة المتطوعين والأعضاء المحسنين لحضور الجمعيات العامة بصفة استشارية، بقرار من مجلس الإدارة، دون أن يتمتعوا بصوت تداولي.

المادة 15 — الالتزامات

يلتزم كل عضو مؤسس أو متطوع أو عضو محسن باحترام هذا النظام الأساسي والنظام الداخلي وقرارات الهيئات المختصة، وكذلك مبادئ السرية والكرامة والتعاطف التي يقوم عليها عمل المنظمة.

المادة 16 — فقدان الصفة

تُفقد صفة العضو المؤسس أو المتطوع أو العضو المحسن بـ:

- الاستقالة المبلّغة كتابيًا إلى مجلس الإدارة؛
- الوفاة، بالنسبة للأشخاص الطبيعيين، أو الحل، بالنسبة للأشخاص المعنويين؛
- الشطب الذي يقرره مجلس الإدارة بسبب إخلال جسيم بالنظام الأساسي أو النظام الداخلي، أو أي عمل يمس بصورة المنظمة أو مصالحها، بعد أن يكون الشخص المعني قد دُعي مسبقًا لتقديم توضيحاته.

الباب السادس — أجهزة المنظمة

تُدار المنظمة من خلال الأجهزة التالية:

- الجمعية العامة؛
- مجلس الإدارة؛
- المكتب التنفيذي؛
- مفوضية الحسابات، عند الاقتضاء.

المادة 17 — الجمعية العامة

تُعَدُّ الجمعية العامة الجهاز الأعلى للمنظمة. وتتشكل من أعضاء مجلس الإدارة والأعضاء المؤسسين، وهم وحدهم المخوّلون بالتصويت فيها. ويمكن دعوة المتطوعين والأعضاء المحسنين لحضورها بصفة استشارية، بقرار من مجلس الإدارة.

تُتَمَتَّع في دورة عادية مرة واحدة على الأقل في السنة، بدعوة من مجلس الإدارة، وفي دورة غير عادية كلما اقتضت الضرورة ذلك، بمبادرة من مجلس الإدارة أو بطلب من ثلث أعضائه على الأقل.

تختص الجمعية العامة العادية على وجه الخصوص بـ:

- المصادقة على التقريرين الأدبي والمالي للسنة المنصرمة؛
- اعتماد برنامج الأنشطة والميزانية التقديرية؛
- انتخاب أعضاء مجلس الإدارة وعزلهم عند الاقتضاء؛
- تعيين مفوض الحسابات عند الاقتضاء؛
- التداول في أي مسألة مدرجة في جدول الأعمال.

تختص الجمعية العامة غير العادية وحدها بتعديل النظام الأساسي والنطق بحل المنظمة، وفق الشروط المنصوص عليها في المادتين 24 و 25 من هذا النظام الأساسي.

تُحدّد طرائق الدعوة للانعقاد والنيابة والتصويت في الجمعية العامة بموجب النظام الداخلي.

المادة 18 — مجلس الإدارة

تُدار المنظمة من قبل مجلس إدارة تنتخبه الجمعية العامة لمدة محددة، قابلة للتجديد، يحددها النظام الداخلي.

يتولى مجلس الإدارة تنفيذ التوجيهات التي تحددها الجمعية العامة، والإدارة العامة للمنظمة، وتسيير ممتلكاتها، والمصادقة على برامج أنشطتها. ويجتمع كلما اقتضت مصلحة المنظمة ذلك، وعلى الأقل مرة كل ثلاثة أشهر.

ينتخب مجلس الإدارة من بين أعضائه المكتب التنفيذي.

المادة 19 — المكتب التنفيذي

يتولى المكتب التنفيذي التسيير اليومي للمنظمة. ويتألف على وجه الخصوص من رئيسة، ونائبة رئيسة، وأمينة عامة، وأمينة مال، وعند الاقتضاء من أي عضو آخر تُعَدُّ مهمته مفيدة في نظر مجلس الإدارة.

تمثّل الرئيسة المنظمة في جميع أعمال الحياة المدنية وأمام القضاء. وترأس اجتماعات الجمعية العامة ومجلس الإدارة والمكتب التنفيذي، وتسهر على تنفيذ قراراتها.

تُحدّد الاختصاصات التفصيلية لكل عضو من أعضاء المكتب التنفيذي بموجب النظام الداخلي.

المادة 20 — مفوضية الحسابات

يمكن للجمعية العامة تعيين مفوض حسابات مكلف بمراقبة التسيير المالي للمنظمة وتقديم تقرير سنوي، ولا سيما عندما يقتضي حجم موارد المنظمة أو التنظيم المعمول به ذلك.

المادة 21 — النظام الداخلي

يحدد نظام داخلي، يعتمد عليه ويعدّله مجلس الإدارة ثم يعرضه على موافقة الجمعية العامة، الطرائق العملية لتطبيق هذا النظام الأساسي، ولا سيما شروط انخراط المتطوعين والأعضاء المحسنين، وسير عمل الأجهزة، وطرائق التصويت، والإجراءات الداخلية.

الباب السابع — موارد المنظمة

المادة 22 — الموارد المالية

تتأتى موارد المنظمة على وجه الخصوص من:

- مساهمات الأعضاء المحسنين؛
- الهبات والوصايا والإعانات العمومية أو الخاصة، الوطنية أو الدولية؛
- المداخل الناتجة عن أنشطتها وتكويناتها وخدماتها وفعاليتها، طبقاً لغرضها غير الربحي؛
- أي مورد آخر تجيزه القوانين والأنظمة المعمول بها في الجمهورية الإسلامية الموريتانية.

المادة 23 — التسيير المالي

تُخصّص موارد المنظمة حصرياً لتحقيق غرضها الاجتماعي. ولا يجوز توزيع أي ربح لفائدة الأعضاء. وتتولى أمانة المال التسيير المالي، تحت رقابة مجلس الإدارة، في احترام مبادئ الشفافية والحكامة الرشيدة.

الباب الثامن — تعديل النظام الأساسي والحل

المادة 24 — تعديل النظام الأساسي

يمكن تعديل هذا النظام الأساسي من قبل الجمعية العامة غير العادية، المدعوة للانعقاد لهذا الغرض، بناءً على اقتراح من مجلس الإدارة أو من ثلث أعضائه على الأقل. ويُعتمد التعديل بالأغلبية المؤهلة التي يحددها النظام الداخلي.

المادة 25 — الحل

لا يجوز النطق بحل المنظمة إلا من قبل الجمعية العامة غير العادية، المدعوة للانعقاد خصيصاً لهذا الغرض، وتبث بالأغلبية المؤهلة التي يحددها النظام الداخلي. في حال الحل، تعيّن الجمعية العامة مصفياً أو أكثر مكلفين بعمليات التصفية. ويُخصّص صافي الأصول المتبقية لمنظمة أو أكثر تسعى إلى أهداف مماثلة، طبقاً للقوانين والأنظمة المعمول بها في الجمهورية الإسلامية الموريتانية، مع استبعاد أي توزيع بين الأعضاء.

الباب التاسع — أحكام ختامية

المادة 26 — الإجراءات

يفوض المؤسسون كامل الصلاحيات للمكتب التنفيذي لإنجاز إجراءات التصريح والتسجيل والإشهار التي تقتضيها التشريعات المعمول بها على المنظمات غير الحكومية في الجمهورية الإسلامية الموريتانية.

المادة 27 — الدخول حيز التنفيذ

يدخل هذا النظام الأساسي حيز التنفيذ اعتباراً من اعتماده من قبل الأعضاء المؤسسين واستكمال الإجراءات القانونية للاعتراف بالمنظمة.

ملاحظة: التسمية والشعار باللغة العربية الواردان في المادتين 1 و2 مقترحان على سبيل الترجمة؛ ويُستحسن التحقق منهما من قبل مترجم محلف قبل الإيداع الرسمي للملف، طبقاً لمتطلبات وزارة الداخلية.

حُرر في نواكشوط، بتاريخ _____

توقعات الأعضاء المؤسسين: